

# Echanges Méditerranéens actualités



la lettre mensuelle

Juin 2012  
n°16

Site internet de l'association : <http://aem.portail-gref.org>



## Editorial

Dans ce numéro

- ▶▶ Editorial du Président
- ▶▶ Rapport de dépouillement du questionnaire sur l'avenir de la Méditerranée et de l'association « Echanges Med »
- ▶▶ Bulletin d'adhésion 2012

### *Du passé et de l'avenir,*

L'historique de notre association a fait l'objet de la lettre du mois de février 2012 et il était important pour tous les membres, anciens et nouveaux, de se remémorer les objectifs fondateurs et les travaux accomplis. La parution des actes du Colloque de Khenchela, grâce à la rigueur et au labeur opiniâtre de notre secrétaire général **Pierre Fauré**, achève le cycle des XII<sup>èmes</sup> Rencontres.

Le dépouillement du Questionnaire, lancé l'an passé, qui est le corps principal de cette lettre, ouvre, à partir de l'analyse du passé et des attentes des membres, des perspectives d'avenir confirmant les objectifs de l'association, résumés dans son titre « *échanges méditerranéens* ». Je vous invite à en lire attentivement le contenu et à nous faire part de vos réactions et commentaires.

Fort des conclusions du dépouillement et de la forte demande d'échanges exprimée par les nombreux étudiants en aménagement et écologie et les institutions qui ont participé au Colloque de Khenchela, le bureau a travaillé sur différents projets d'activités et a retenu l'ambitieux programme de travail suivant pour 2012-2013 :

- la participation active à un Colloque sur "*Eau et sécurité alimentaire dans le bassin méditerranéen*" avec le Ministère de l'agriculture français et les institutions de recherche et de développement (décalé au 1er trimestre 2013),
- les XIII<sup>èmes</sup> Rencontres méditerranéennes à l'automne 2013, sur le thème « *indication d'origine et développement des territoires* », dans un pays qui reste à définir et qui pourrait être en dehors du Maghreb.

Bien évidemment, nous attendons, là encore, vos réactions, avis et commentaires sur ce programme. De plus, la préparation et l'intérêt de ce programme requièrent une participation active des membres par contribution ponctuelle ou continue à la documentation et à la réflexion. La lettre mensuelle est un excellent véhicule pour ce faire mais aussi les forums de discussion sur le site, qui doivent être animés et vivants.

Comme je l'ai évoqué dans un précédent éditorial, le bureau souhaite que ce projet relance à la fois la dynamique des vice-présidences, appelées à contribuer sous les formes proposées ou sous d'autres à inventer, et l'interaction entre membres via des forums d'échanges vivants et partagés. Il devra permettre également de travailler en étroite coordination avec de nouveaux partenaires et en particulier des instituts de formation et des universités. C'est également une opportunité pour rechercher la contribution et l'adhésion de nouveaux membres passionnés par le développement de territoires au sens large et le maintien des échanges de part et d'autre de la Méditerranée.

C'est enfin un programme riche d'espérances pour notre association et des motivations sérieuses pour susciter vos contributions écrites, amis lecteurs, au partage d'idées, de propositions, de lectures, de rapports, et - bien sûr - **le renouvellement de votre adhésion.**

Bien à vous,

**Jean Jaujay**  
**Président d'Echanges Méditerranéens**



## Rapport de dépouillement du questionnaire sur l'avenir de la Méditerranée et de l'association « *Echanges Med* »

L'idée d'un questionnaire a émergé des Rencontres d'Aix et plus précisément des réunions de l'assemblée générale de l'association et de son nouveau Conseil. A été confiée à **Guillaume Benoit**, nouvel administrateur, la mission de conduire, au travers d'un groupe de travail, une démarche prospective sur l'avenir.

Le questionnaire, préparé au cours du premier semestre 2011, a fait l'objet de discussions en bureau élargi et avec les vice-présidences. Il est structuré en quatre parties :

- les nouveaux défis régionaux,
- le regard porté sur les 10 premières années de l'Association,
- l'avenir,
- contribution libre.

En parallèle, un travail de mémoire a été assuré par **Maurice de Vaulx**, qui a abouti à un document rappelant l'histoire de l'Association, complétée par des contributions de ses présidents et premier vice-présidents.

Le questionnaire a donné lieu à 35 réponses dont 9 de la rive sud provenant d'experts particulièrement qualifiés.

Le présent document est une contribution forte pour définir les projets d'avenir de notre association mais est également une réflexion sur les nouveaux défis du bassin méditerranéen, qui est une contribution aux débats, qui restent ouverts.

La reconnaissance de l'association « *Echanges méditerranéens* » se doit d'être exprimée aux membres du groupe de travail et en particulier son pilote, **Guillaume Benoit**, et à **Pierre Fauré** et **Jean-Yves Ollivier** qui ont contribué à la co-rédaction des textes ci-dessous.

### Partie 1 : les nouveaux défis régionaux

#### 1 et 2. Les menaces qui pèsent sur l'avenir commun, les risques d'instabilités en cascades

**La Méditerranée apparaît comme un monde en très grave danger et en forte interdépendance Nord/Sud (destin commun).** Le niveau de menaces au plan régional est en effet de 4 (sur une échelle de 1 à 5), et ce alors qu'au Nord seul il n'est que de 2,5 et de 3,7 au Sud. En conséquence, les points de vue convergent tous pour alerter sur le **risque lourd (3,8) d'instabilités en cascades mettant en péril la stabilité régionale.**

Les menaces les plus graves au niveau régional (ainsi qu'au Sud) sont la **surexploitation de l'eau (4,3)**, le **chômage des jeunes (4,2)** et le **changement climatique (4)**.

La **dégradation des écosystèmes** agricoles, pastoraux, forestiers... et des services rendus -alimentation, énergie, cycle de l'eau- (**4,0**), le **déséquilibre territorial (3,6)**, la **crise alimentaire mondiale (3,6 au Sud)** sont aussi considérés comme des menaces lourdes au sud et pour l'avenir de la région dans son ensemble.

Au Nord, les menaces directes les plus fortement ressenties sont également le changement climatique (3) et le chômage des jeunes (3). La **perte de terres arables par étalement urbain** est aussi un sujet sérieux de préoccupation (2,8) mais ce problème est encore plus vivement senti au Sud (**3,6**) qu'au Nord.

En regard de ces différents risques, la poursuite de la croissance démographique (niveau 3 au Sud) est relativisée, ce qui peut s'expliquer par les fortes chutes des taux de fécondité observés.

### 3. Les atouts et nouvelles opportunités

La région ne manque cependant pas d'atouts. Les réponses convergent en effet pour souligner des **atouts et possibilités de progrès considérables, notamment sur la rive Sud et pour l'ensemble Euro-Med**.



Le « **printemps arabe** » (évolutions sociales et politiques en cours sur la rive sud depuis décembre 2011), est considéré comme le premier atout/opportunité avec une note moyenne de **4,4** au niveau régional (4,85 pour les réponses du seul Sud), donc très élevée. Les **atouts spécifiques du Sud** (poids relatif de la jeunesse, communautés..) sont aussi considérés comme importants dans ces pays (**4,0**),

Le potentiel de progrès des **territoires méditerranéens** constitue un autre atout très fort pour la région et notamment pour sa rive sud. Sont mis notamment en avant le potentiel régional en **énergies renouvelables (4,1)**, la **diversité/qualité méditerranéenne (3,6)** valorisable par les produits de terroir, les circuits courts, le tourisme.., et les **progrès possibles de l'agriculture (3,6)** : innovations pour une agriculture durable, nouvelles opportunités de marchés, gains possibles de productivité au Sud.

Ces mêmes atouts (énergies renouvelables, diversité/qualité méditerranéenne, potentiel d'innovations pour l'agriculture durable) sont aussi signalés au Nord avec des notes cependant nettement inférieures.

Ainsi, autant les menaces sont lourdes pour le Sud et pour la région dans son ensemble, autant les opportunités et les atouts sont élevés !

### 4. Les grands défis

Face à de telles menaces et à de tels atouts, les défis clefs à relever sont lourds et nombreux : les 8 grands défis identifiés reçoivent d'ailleurs, tous, une note d'importance comprise entre 3 et 4.

Le premier défi identifié au niveau régional est **la mobilisation et responsabilisation de l'ensemble des acteurs du développement et de la gestion des ressources naturelles** (communautés, entreprises, agriculteurs, collectivités..) qui reçoit une note de **4**. On note cependant des divergences de notes au Sud (beaucoup de 5 mais aussi un 2).

L'importance attribuée (moyenne de **3,8**) à la question de la **professionnalisation et structuration de la petite agriculture** (accès au marché et au crédit, renforcement des OPA) le confirme.

La **réduction des pertes et mauvaises utilisations** des ressources (terres, eau, sol, énergie, littoral) et le **développement de nouvelles ressources** (eaux non conventionnelles, énergies renouvelables) sont aussi considérés comme des défis essentiels (**3,9** et **4,0**), notamment au Sud (**4,1** et **4,1**).

La **coopération Nord/Sud et Sud/Sud** est un autre défi majeur avec une note de **3,6**, sans différences signalées entre Nord et Sud.

Le **développement territorial** avec l'accent mis sur :

- la « **territorialisation** » des approches pour la gestion des ressources (**3,8**) dont la nécessité est notamment ressentie au Sud (**3,9**),
- le **rééquilibrage du développement (développement agricole/rural des arrière-pays) : 3,4**,
- l'**affirmation de savoirs et pratiques « méditerranéennes » : 3,1**, constitue un 3ème grand ensemble de défis.

## 5. Les États, les ingénieurs, le développement rural et la gestion des ressources naturelles

**La critique sur les PIP – politiques, institutions et process- est très sévère** avec une note moyenne de seulement **2.2**. **L'action publique est donc considérée comme défailante**. Un tel souligne que la situation actuelle ne favorise que la médiocrité, tel autre que la dégradation est rapide sur la rive nord (France).

Si les écarts de points de vue peuvent être importants (au sein d'un même pays comme entre pays), sur l'efficacité de l'État et des PIP, le sujet est donc considéré comme essentiel et mérite débat. Tous s'accordent cependant pour souligner que l'enjeu n'est pas le « *moins d'État* » mais bien le « *mieux d'État* ».

Les **ingénieurs** sont considérés comme techniquement performants mais manquant gravement de vision systémique. Certains au Sud sont nettement critiques, soulignant la crise de confiance généralisée et le mauvais rapport entre l'administration et l'agriculture/monde rural.

De nombreux points de vue s'expriment sur la **nécessaire évolution du rôle de l'État**. Outre l'importance de mieux assumer son rôle régalien (justice et sécurité), l'accent est notamment mis sur :

- ✓ la nécessité d'**anticiper** les évolutions climatiques, économiques et sociales,
- ✓ la promotion d'une politique publique intégrée s'attachant à **relier le développement agricole/rural et la gestion des ressources naturelles**,
- ✓ le **soutien des zones marginales** (rééquilibrage du territoire) mais aussi la **valorisation des aménagements déjà réalisés**,
- ✓ l'**organisation des secteurs**,
- ✓ la **formation des cadres**,
- ✓ la **promotion des éco-technologies**.

Plusieurs réponses convergent pour souligner qu'un État plus efficace en espace rural supposerait d'**élargir les politiques agricoles** pour en faire des politiques adaptées aux **nouveaux défis du développement rural et de la gestion et valorisation durable des ressources et territoires**. Il s'agit notamment d'apporter une réponse au Sud aux problèmes de la petite agriculture et d'encourager les acteurs locaux à s'organiser. La petite taille des exploitations et l'atomisation foncière peuvent constituer de vrais obstacles.

## 6. Les autres acteurs

Toutes les réponses convergent pour souligner le rôle très important (**4,2**) que vont devoir jouer d'autres acteurs pour réussir à relever les défis identifiés. L'accent est notamment porté sur les **organisations professionnelles agricoles**, mais aussi sur les collectivités (dont les régions), les ONG et le privé.

## 7. Coopération méditerranéenne

Les personnes ayant répondu au questionnaire considèrent que les liens entre les 2 rives ont été importants pour eux (**3.3** ; 3.5 au sud), ces liens pouvant aussi bien, selon les cas, se renforcer ou se distendre avec le temps (réponses très divergentes).

Pour l'avenir, une unanimité se déclare sur **l'importance absolument stratégique (note 4.6 ; 4.9 au sud !)** du **renforcement des liens pour réussir à relever les nouveaux défis**.



Cependant, les avis divergent fortement sur ce qui risque ou non d'arriver. Les notes sur les menaces pesant sur ces liens vont en effet de 1 à 5 (!) avec une moyenne de **2,6**.

## 8. Coopération méditerranéenne : Partenariat EuroMed et UPM

Les points de vue sur le Partenariat EuroMed peuvent être très sévères mais ils varient aussi beaucoup et soulignent les difficultés

- ▶▶ d'établissement de diagnostic,
- ▶▶ et de délivrance de préconisations.

### A la question 8.1,

"Quel avis portez-vous sur la contribution depuis 1995 du Partenariat euro-méditerranéen à relever les défis communs (développement rural ; gestion des ressources naturelles) ?

Préciser le cas échéant :

- instauration d'une zone de libre échange réciproque élargie à l'agriculture
- accord d'association
- projets MEDA..."

20 réponses ont été faites, dont 3 sans avis ; 7 des 17 réponses commentées ont essayé de répondre aux points précis du questionnaire.

De façon générale, le partenariat Euro-Med est considéré comme une volonté salubre et un cadre politique qui, depuis 1995, sont souvent restés au niveau des bonnes intentions. L'exécution des actions qui en ont résulté, insuffisamment nombreuses et variées, a essentiellement concerné les Etats et leurs ministères respectifs et n'ont pas ou insuffisamment touché les initiatives locales et privées. Le manque de moyens financiers et la difficulté de discerner les enjeux globaux des actions engagées sont cités comme autant de limites aux initiatives européennes.

De façon plus détaillée, l'instauration d'une zone de libre échange étendue à l'agriculture n'emporte que très peu d'enthousiasme (note de l'ordre de 2 sur 5), alors que l'accord d'associations et les programmes MEDA I et II recueillent une note de l'ordre de 3.

### A la question 8.2

"Quels autres types de coopération régionale ou bilatérale (hors décision PEM/UPM) ont été selon vous importants pour aider à relever ces défis ?

(ex : coop scientifique, coop décentralisée,...)"

Comme précédemment, 20 réponses ont été apportées dont 3 sans avis.

Elles sont plus précises et soulignent avec assez de conviction,

- l'importance donnée, et à donner, à la coopération scientifique et technique sous tous ces états : entre institutions scientifiques, universitaires, laboratoires de recherches, établissements scolaires, organismes consulaires et ou associatifs. L'action de la DGER a été citée en exemple dans une réponse, comme dans une autre, les actions des gouvernements d'aide à la constitution de réseaux internationaux de mesures et de banques de données concernant les écosystèmes et les ressources naturelles.
- l'importance donnée, et à donner, à la coopération développée par les collectivités territoriales qui permettent, notamment dans la durée, des approches multi thèmes, une meilleure connaissance des acteurs de terrain entre eux, un partage des expériences, des savoir-faire et des évaluations a posteriori. A ce titre, la préférence de la dimension bilatérale a été parfois mise en avant par rapport à la coopération régionale.

### A la question 8.3

" Que pourrait apporter l'UPM ?"

22 réponses qualitatives ont été faites à cette question qui reste pour beaucoup, certes vitale mais difficile au regard des complexités diplomatiques qu'elle comporte.

Les réponses expriment plus d'attentes générales que d'analyses de programme et de bilan et de préconisations d'orientation et d'exécution.

Citons toutefois la vision partagée tendant à faire de l'UPM une occasion de pratiques pragmatiques (approche par projets : par exemple, "énergies renouvelables"), ainsi qu'un cadre socioéconomique et environnemental au double regard,

- ▶▶ de la mondialisation, et des différents espaces méditerranéen, européen et mondial,
- ▶▶ de la labellisation des actions et des programmes, aidant à mieux légitimer les orientations et stratégies des collectivités locales et des ONG et associations.

### A la question 8.4

" Quel type d'action de coopération mériterait d'être décidé en priorité pour aider à relever ces défis ?"

20 réponses qualitatives très dispersées ont été faites, qui reprennent en partie les réponses faites aux questionnements précédents.



Beaucoup de réponses reprennent l'importance,

- des actions de coopérations techniques et scientifiques, de formation professionnelle initiale et continue,
- des actions de coopération en matière de gouvernance locale.

Une réponse propose de renforcer la concrétisation des projets selon les 6 axes retenus dans le cadre de l'UPM, une autre, la création d'une banque pour le développement de la Méditerranée, une autre renvoie, quant à elle, aux propositions du Plan Bleu de 2004.

## **Partie 2 : Quels regards portez-vous sur l'association « Echanges méditerranéens » depuis sa création en 2000 ?**

L'adhésion à « *Echanges Med* » est principalement motivée par l'intérêt porté aux questions méditerranéennes et par le désir de valoriser des camaraderies anciennes.



Un avis unanime et très positif est exprimé en faveur des rencontres annuelles, point fort de l'association (notation 4,3/5). Les préférences exprimées sur les diverses thématiques abordées sont variables mais souvent un avis favorable est formulé sur l'ensemble des sujets abordés. Les comptes-rendus des rencontres suscitent des appréciations excellentes (4).

Le site web est bien noté (3,8) ...mais beaucoup reconnaissent le consulter rarement.

La lettre mensuelle obtient une très bonne appréciation (4,1).

La vie d'Echanges Med dans les différents pays est jugée insatisfaisante, pour beaucoup, et certains suggèrent, pour améliorer la situation, « *d'éviter le passage par des groupes ou associations existantes et d'encourager l'accueil direct des adhésions par l'association* ».

De même, les relations entre délégations nord-sud et sud-sud sont jugées insuffisantes.

Par rapport aux attentes des adhérents vis-à-vis d'EM, le niveau de satisfaction est mitigé mais tous (particulièrement au sud) jugent que c'est un lien à préserver. Un regret exprimé au nord : le silence et l'insuffisante participation des délégations du sud. Tous reconnaissent la difficulté d'animer l'association et soulignent le constat d'un renouvellement insuffisant des adhérents.

Les membres considèrent l'association plutôt comme un espace de rencontre et un réseau, dont les points forts sont amitié et compétence. Les points faibles d'EM sont le manque de relais nationaux et de moyens financiers.

## **Parties 3 et 4 : Réflexion sur l'avenir de l'Association**

Pour l'avenir, les thèmes de réflexion jugés prioritaires pour EM sont :

- ✓ environnement et gestion des ressources naturelles et des écosystèmes (4,6),
- ✓ croisement entre développement et gestion des ressources, développement durable des territoires (4),
- ✓ agriculture et développement agricole et rural, maintenir une communauté et collégialité francophone de pensée entre nord et sud dans les champs d'Echanges méditerranéens (3,8),
- ✓ autres thèmes (entre 3,2 et 3,7).

Les adhérents positionnent EM plutôt comme un club amical et un « *think tank* ».

Il est souhaité un élargissement d'EM à d'autres pays (Italie, Egypte, Turquie, Grèce...) mais en reconnaissant les problèmes linguistiques...et un renforcement de la présence du Liban et de la Syrie.

L'ouverture de l'association au-delà du cercle des anciens GREF est plébiscitée (4,9) et jugée largement insuffisante et doit concerner prioritairement universitaires et géographes (4,4) et jeunes professionnels (3,9) plus que les vétérinaires (3,4). Elle est très souhaitée vers les acteurs de la coopération régionale et bilatérale (4) et pourquoi pas aux collègues IPEF ex-Ponts ?

Enfin, le niveau de cotisation est jugé convenable.

# ANNEE 2012 - BULLETIN D'ADHESION

à " ECHANGES MEDITERRANEENS " (S.V.P. remplir en majuscules)

M.  Mme  Mlle .....

ou appellation de l'Association .....

ou appellation de l'Entreprise .....

Adresse.....N° .....

Rue.....

Code Postal.....Ville..... Pays.....

Tél.....e-mail .....



## 2012

### ADHESION ANNUELLE

#### *Cotisation*

#### *Personne Physique*

#### *Personne Morale*

Membre actif

25 €

15 € (jeune –ingénieur < 30 ans)

10 € (ingénieur-élève)

100 € (association)

200 € (entreprise)

Membre donateur

à partir de 200 €

à partir de 1000 €

**Bulletin d'adhésion à renvoyer avec votre chèque libellé à l'ordre  
d'Echanges Méditerranéens**

à

**Philippe de QUATREBARBES**

Trésorier

**Echanges Méditerranéens**

**19, Avenue du Maine**

**75732 PARIS Cedex 15**

[philippe.de-quatrebarbes@orange.fr](mailto:philippe.de-quatrebarbes@orange.fr)

siège social : 19 avenue du Maine - 75732 Paris Cedex 15 – n° SIRET 439 182 304 00014

Secrétaire général : Pierre Fauré : [andree-pierre.faire@club-internet.fr](mailto:andree-pierre.faire@club-internet.fr)

site internet: <http://aem.portail-gref.org>